

Élections municipales de Montréal

Contre les partis réactionnaires, un front de gauche

Les élections municipales montréalaises s'annoncent comme une tragédie où deux partis réactionnaires se disputent la « gouvernance » harcelé par un parti technocratique dit progressiste mais nullement de gauche. Quant à la gauche, elle est aux abonnés absents mais commence à réaliser que son dédain de la chose municipale, depuis la dégénérescence du réformiste RCM du moment qu'elle eut conquis la mairie, doit être corrigé. De Québec solidaire aux libertaires assemblées populaires autonomes en passant par le syndicat des cols bleus et les organisations populaires, surtout du logement, tous et toutes vont se mêler des élections mais, semble-t-il, sans candidatures et, selon toute apparence, en ordre dispersée. S'il faut se résigner, peut-être, à l'absence de candidatures, ce qui réduit sensiblement la portée du message, il n'y a pas de raison que la gauche hétéroclite ne construise un front sur la base de quelques revendications clefs et d'une tactique (pré)-campagne misant autant sur l'action directe que sur les moyens traditionnels.

La réaction populiste contre la réaction affairiste

« L'équipe Denis Coderre pour Montréal » rameute les restants de l'Union Montréal de l'ex-maire Tremblay, presque la moitié de son équipe à ce jour. Ce Libéral, tête de turc de Gérard D. Laflaque, provenant du parti fédéral du scandale des commandites dont le cousin germain à Québec est le parti-roi de la corruption et de la collusion, se veut le successeur du maire faux naïf du parti municipal nid-de-poule qui pensait avoir institutionnaliser à demeure la culture des enveloppes brunes. M. Twit et sa suite de twits n'ont malheureusement rien d'une exception dans l'histoire montréalaise.

Comme nous le rappelle l'ancien échevin du RCM Paul Cliche, cette équipe improvisée s'incruste dans la pire tradition de la métropole ([Montréal, l'incorrigible : Mise sous tutelle deux fois, la Ville a été l'objet de cinq enquêtes publiques depuis 100 ans](#), Presse-toi-à-gauche, 30/07/13). Les fait connus à propos du personnage sont troublants :

« Son nom [Coderre] a notamment été mentionné plusieurs fois devant la commission Gomery sur le scandale des commandites, en 2004, pour ses relations d'amitié, malgré son statut de ministre, avec le président de l'agence de publicité Everest qui y a été mis en cause. Près de son organisation électorale comme député libéral de Bourassa il compte également plusieurs entrepreneurs en construction ayant paradé devant la commission Charbonneau ces derniers mois. »
(Paul Cliche, [La candidature de Coderre : catastrophe appréhendée aux élections de novembre](#), Presse-toi-à-gauche, 22/05/13)

Que ce faux parti, dont le but réel est de poursuivre la grande foire des dessous de table, soit considéré comme le meneur de la course en dit long sur la démoralisation ambiante après l'échec économique et politique du printemps érable même si celui-ci a peut-être laissé un héritage idéologique prêt à resurgir.

Que la baroque Coalition Montréal, non encore officialisée, de l'affairiste Marcel Côté paraisse l'alternance ajoute l'insulte à l'injure. Soutenant les pires pratiques capitalistes, il est connu pour des déclarations qui donnent froid dans le dos :

« Originaire de Malartic en Abitibi, [Marcel Côté] a siégé sur le conseil d'administration d'Osisko qui a creusé une mine d'or à ciel ouvert forçant 10% des citoyens de la ville à déménager. Il défend mordicus cette opération inhumaine. De plus, il est un grand supporteur du gaz de schiste. Il est aussi un apôtre de la

privatisation du domaine de la santé étant lui même administrateur de l'hôpital privé Rockland.[...] M. Côté se targue d'avoir son franc parler. [...] : "La mafia est plus démocratique que les associations étudiantes". Ou encore cette autre, particulièrement révélatrice, faite en novembre 2012 lors d'un colloque aux HEC: "Se chauffer à l'électricité, pis subventionner, vendre l'électricité au prix qu'on se la vend pour se chauffer, c'est un crime économique. C'est un crime contre l'humanité, mais c'est pas reconnu au Québec". Et cette autre, commise en 2003, dont les nationalistes qui le supportent maintenant devraient se souvenir: "Québec n'avait pas besoin de la loi 101 pour se franciser. On attribue un impact beaucoup trop grand à cette loi. Le monde des finances se serait francisé de toute façon" ». (Paul Cliche, [Une campagne axée sur des vedettes](#), Le Devoir, 8/07/13)

Cet ancien candidat, dans sa jeunesse, de la moribonde Union nationale, devenu ensuite conseiller politique chèrement payé des Conservateurs fédéraux et des Libéraux québécois pour finir comme conseiller stratégique de la transnationale des services-conseil KPMG à qui il avait vendu sa firme SECOR, se présente comme l'homme de confiance des milieux d'affaires très inquiets de la qualité de la gouvernance montréalaise. Non seulement ces milieux sont-ils effarés par l'ampleur de la corruption au bénéfice des petits copains, lequel tend vers un *crony capitalism*, mais ils commencent à avoir sérieusement peur de l'impact de l'étouffement fort coûteux de la circulation des marchandises et de leurs travailleurs-navetteurs sur l'Île de Montréal. Selon le président de la Chambre de commerce du Montréal-métropolitain, « [I]es impacts économiques de la congestion routière, pour la seule région de Montréal, entraînent des pertes de plus de 1,5 G\$ par année. » (Transit, Artères bloquées, août 2011).

Est-ce au nom de l'intérêt supérieur du capital québécois que la future Coalition Montréal fédère un ténor fédéraliste, une soprano et un baryton souverainistes et une mezzo-soprano syndicale sous la houlette évidemment du premier car l'archi-fédéraliste milieu des affaires ne tolérerait pas une autre hiérarchie :

« Pour rendre une opération mystificatrice semblable acceptable pour une tranche significative de l'électorat, [...] l'ex-présidente de la CSN Claudette Carbonneau s'est portée garante pour les progressistes; l'architecte Phyllis Lambert pour les écologistes, ainsi que l'ex-ministre péquiste Louise Harel et l'ex-député bloquiste Réal Ménard pour les souverainistes. [...] Ils espèrent ainsi dissuader [l'électorat] de voter pour le parti Projet Montréal, dirigé par Richard Bergeron, avec lequel plusieurs d'entre eux ont des affinités à cause de leurs convictions, en prétendant qu'ils perdraient leur vote parce que ce dernier n'aurait prétendument pas de chance d'être élu. » (Paul Cliche, [Le virus du vote stratégique](#), Le Devoir, 23/07/13)

Projet Montréal, un moindre mal ?

Contre ces partis réactionnaires, le tiers parti Projet Montréal sous la forte direction de Richard Bergeron apparaît comme le moindre mal. Ce parti technocratique petit-bourgeois pour une ville verte libérée de l'automobile est typique du courant de pensée réclamant le « capitalisme vert ». Devant ce que l'on pourrait appeler la grève des investissements dans le transport public des gouvernements supérieurs en faveur non pas seulement de la nécessaire et coûteuse réfection du réseau routier — mais pourquoi la refaire à l'identique au lieu de le faire muer vers le transport collectif — mais aussi des nombreux nouveaux bouts d'autoroutes, Projet Montréal s'est résigné à faire la guerre non seulement aux automobiles mais aussi aux automobilistes-travailleuses. Projet Montréal, au lieu de mobiliser la population pour forcer les milieux d'affaires à payer pour la facture du transport collectif veut la régler à coups de hausses régressives des frais de stationnement / d'immatriculation / de permis de conduire ou de péages sur les ponts. Voilà un quasi appel à la démobilité citoyenne.

Projet Montréal ne propose aucune réforme, même modeste, de la fiscalité municipale essentiellement basée sur l'unique impôt foncier. Connaissant l'extrême limite des possibilités budgétaires des municipalités, ce point aveugle décrédibilise complètement un grand nombre de mesures, la grande majorité très vague, à incidence budgétaire de nature sociale-libérale dans les domaines du logement social, du transport en commun, des pistes cyclables et piétonnières, de l'agriculture urbaine, de la gestion des déchets et de la culture. Même les intentions, rarement des engagements, de nature seulement réglementaire laissent sceptiques. S'il faut danser le tango avec l'entreprise privée, particulièrement avec les promoteurs immobiliers car nul part il n'est question de leur substituer des régies municipales, des coopératives de travail ou d'autres formes d'organismes sans but lucratif, il faudra bien, au nom de la sacro-sainte loi de la compétitivité, y aller mollo, par exemple pour augmenter le quota de logis dit abordables ou sociaux dans leurs projets.

Pour compenser ces déficiences, Projet Montréal essaie de mettre l'emphase sur les aspects démocratiques de son programme électoral en n'en faisant le chapitre un. Ces demi mesures d'information, de transparence, de consultation et de décentralisation ne cachent nullement le renoncement du parti au scrutin proportionnel présent à sa fondation. Étant donné de précédentes déclarations, on se serait aussi attendu à un engagement à rescinder le liberticide règlement P-6 empêchant à toute fin pratique la tenue de manifestations pacifiques. Il n'en n'est pas question. En fait, Projet Montréal est allé jusqu'à voler au secours d'Union Montréal, quand ce parti a commencé à sombrer dans le marais des scandales, en acceptant de participer au Conseil exécutif, ce qui entraînait de consentir au faux principe antidémocratique de la solidarité « ministérielle » exigeant l'omerta de la critique publique. Lors de l'actuelle crise politique, le parti n'a pas craint de faire bloc avec Union Montréal et Vision Montréal.

Il ne faut pas se surprendre de la faiblesse, dans le programme, de la lutte contre la corruption et la collusion par ailleurs aucunement mentionnée. Il n'est question que de vagues critères ne remettant nullement en cause le système des appels d'offres, même pas la mise au banc des entreprises prises la main dans le sac. Contrairement à la campagne « *Nettoyons Montréal* » du syndicat des cols bleus dans le cadre des élections, Projet Montréal ne propose pas que la Ville de Montréal récupère en son sein l'expertise perdue suite aux coupures de ses effectifs, ce qui entre autre laisse le monopole du savoir-faire aux concussionnaires. Au contraire, le parti veut plutôt en remettre en faisant davantage appel aux PME et aux travailleurs autonomes.

Non seulement se défie-t-il des employés municipaux, mais Projet Montréal a ignoré les propositions du syndicat des cols blancs pour faire des économies :

« Réunis en conseil municipal, les élus d'Union Montréal et de Projet Montréal n'ont pas hésité à rejeter du revers de la main l'idée même d'étudier des solutions alternatives aux problèmes financiers de la Ville de Montréal. Malgré que le directeur général et le directeur des finances aient affirmé, tant publiquement qu'en commission, que des économies d'échelle étaient facilement réalisables et pouvaient assurer à Montréal des revenus de plusieurs dizaines de millions de dollars, sur une base récurrente, ces élus se sont prononcés contre la mise sur pied d'un comité ad hoc dont le mandat aurait justement consisté à étudier ces économies possibles ainsi que les effets des dédoublements de service et de l'hyper fragmentation de la Ville. » ([Les cols blancs de Montréal dénoncent le manque de courage politique](#), Presse-toi-à-gauche, 27/08/10)

La proposition Solidaire : une source d'inspiration ambiguë

Voilà la gauche prise entre le marteau de la réaction et l'enclume de son abstentionnisme. À moins qu'elle n'ait comme stratégie que l'appui contradictoire à un parti dont l'horizon est la seule réforme de l'appareil productif de l'accumulation sans fin du capital, du moins de son secteur du transport et peut-être agricole, mais pas du tout de sa distribution du revenu ni de sa démocratie. Quelle politique pour ne pas sombrer dans la démoralisation ? À défaut d'être capable de construire une alternative électorale en si peu de temps, mais aussi dans l'esprit général de confrontation des affairistes et de leurs partis dans la rue, la gauche peut se doter d'un programme mobilisateur de quelques revendications clés collant à la fois à la conjoncture et cadrant dans les débats propres à une élection municipale. Elle peut aussi mener une campagne électorale à sa manière combinant diffusion de ses revendications (site web, réseaux sociaux, tractage, assemblées publiques) et action directe (manifestations, occupations).

Il s'agit, dans un premier temps, de construire ce bref programme rassembleur pour le combat, et non pas un long et modéré programme de gouvernement comme le propose la région de Montréal de Québec solidaire (QS-M). Du moins QS-M a-t-elle le mérite d'ouvrir le bal en mettant quelque chose sur la table dans laquelle on peut puiser critiquement. Malheureusement, le document initial de QS-M ne fait aucune analyse des forces en présence, « *encourageant à voter pour les candidates et candidats qui représentent le mieux l'idéal d'une ville juste, écologique, inclusive, dynamique, démocratique, bref une ville solidaire.* » Est-ce une invitation voilée à voter Projet Montréal ou du moins pour certaines candidatures ? QS-M aurait-elle envisager la possibilité de voter pour des candidatures Équipe Coderre ou Coalition Montréal, par exemple pour Louise Harel ? La réponse est dans le vent des ambiguës déclarations politiciennes. Ne pourrait-on pas cependant généreusement interpréter cet « encouragement » comme une invitation à présenter au moins quelques candidatures de gauche ?

L'esprit général de la proposition de QS-M est une pièce de monnaie à deux faces. D'un côté, elle prêche la politisation de l'Hôtel de ville, ce haut lieu de la gouvernance corporative corrompue. De l'autre, elle prône la défense « *des plus démunis, des exclus [en n'oubliant pas] certains groupes sociaux, comme les jeunes, personnes âgées, handicapées, immigrants.es, réfugié.es [et en soulignant] [l]égalité entre les femmes et les hommes...* » Fort bien. Quant aux travailleuses et travailleurs et à leurs syndicats, ni vus ni connus. Ah ! cette lutte des classes qu'on ne saurait voir. On baigne finalement dans les eaux Projet Montréal plus. Mais on peut quand même aller à la pêche dans ce plus quitte à aiguïser quelques angles.

Tandis qu'on ne peut pas aller à la pêche dans le projet libertaire des assemblées populaires autonomes lesquelles, du moins l'une d'entre elles, proposent « *une campagne à l'occasion des élections municipales afin de remettre en question le système de gouvernement municipal et pour promouvoir la prise en charge directe des quartiers par leur communauté, notamment via des assemblées de quartier.* » Étant donné le rapport de forces actuel, le rêve de l'autogestion devient une auto-promotion qui fait sourire. Le peuple de gauche attend plutôt un appel à la lutte pour s'unir autour d'un programme d'urgence. Par contre, certains syndicats, comme les cols bleus sur l'emploi, et certains groupes populaires, comme le FRAPRU sur le logement, ont des contributions revendicatives tricotées serrées dont un front de gauche peut s'inspirer.

Un programme d'urgence populaire et ciblé

S'il y a une revendication démocratique à retenir à la suite du printemps érable, sans oublier que pour la gauche le cœur de la démocratie est dans la rue, pas

dans les institutions, c'est l'annulation du règlement P-6. QS-M est d'accord mais ajoute qu'il ne faut pas limiter « ...abusivement la liberté d'expression... » Peut-on savoir ce que serait une limitation non abusive de cette liberté fondamentale ? Certes, il faut aussi porter la lutte de la gauche dans les institutions, ce qui stimule la rue si elle n'est pas récupérée, ce pour quoi il faut le facilitateur du mode de scrutin proportionnel, présent dans le programme QS-M.

Côté logement, QS-M et le FRAPRU, qui en est l'origine, revendiquent de « [f]aire du logement social une véritable priorité, en se donnant comme objectif la construction de 22 500 nouveaux logements sociaux à Montréal, d'ici cinq ans (publics, coopératifs ou communautaires), universellement accessibles... » Le FRAPRU, et jusqu'à un certain point QS-M, ajoute certains compléments concernant la constitution d'une réserve foncière pour le logement social, l'interdiction de la conversion des logis locatifs en condos, l'application rigoureuse du code du logement (voir l'excellent document du FRAPRU, [Montréal, milieu de vie ou marchandise](#), août 2013).

Malheureusement, l'absence de lutte urbaine, du moins à Montréal, pour le transport collectif se fait sentir. Pourtant la congestion urbaine est criante. Reste que QS-M revendique « ...une réduction progressive des tarifs dans une perspective de gratuité » reculant, cependant, sur l'échéance de dix ans pourtant présente dans la plate-forme nationale. Cet échéance, essentiel pour transformer un vœu pieux en engagement ferme, avait paradoxalement été un apport de QS-M. Comme quoi la faiblesse de la poussée populaire a des effets délétères. La revendication de la gratuité sur dix ans financée par la taxation du profit et du capital, et non par des tarifs et péages, est nécessaire à l'émergence d'un mouvement populaire seul en mesure de faire débloquer les budgets pour l'édification d'un système de transport collectif dense, fréquent et confortable capable de se substituer à la propriété privée de l'automobile.

La reconstruction d'une fonction publique nombreuse et compétente de bas en haut, telle que réclamée par le syndicat des cols bleus, et non seulement pour les seuls ingénieurs comme revendiquée par QS-M, est la clef pour commencer à lutter efficacement contre la corruption et la collusion. Les cols bleus n'hésitent pas à réclamer pour :

« ...abolir le système actuel d'octroi de contrats et de collusion pour celui de l'expertise interne, plus efficace et beaucoup moins dispendieux [...car] [d]epuis un peu plus de 30 ans, le nombre de cols bleus dans les neuf arrondissements d'origine de la Ville est passé de 12,000 à 3500. Cette perte d'expertise interne a servi à mettre en place le système de corruption dont on découvre les détails. Pour défaire le système et pour que les Montréalais ne se fassent plus voler, il faut ramener le travail à l'interne. » (Marcel Parent, président du syndicat des cols bleus, [«Nettoyons Montréal» Les cols bleus passent à l'action contre la corruption](#), SCFP, 23/04/13)

Par diverses voies, Montréal a la responsabilité de maintes fonctions à dimension écologique dont la plus en plus populaire agriculture urbaine. Il y a bien sûr plusieurs ONG environnementales concernées par ces sujets mais pas vraiment d'organisations populaires même si les initiatives individuelles et de petits groupes sont fort nombreuses. QS-M, au carrefour de ses préoccupations, aligne quelques revendications à retenir même si elles restent dans l'imprécision des vœux pieux, dont certaines tout à fait récupérables par l'adversaire politique :

- *Implanter un système de gestion des déchets compostables dans tous les arrondissements. Le compost serait offert gratuitement en appui aux projets d'agriculture urbaine.*
- *Améliorer l'accès aux berges du St-Laurent partout autour de l'île de Montréal, en développant des plages et espaces verts accessibles gratuitement à toutes et tous.*

- *Travailler de concert avec les autorités compétentes pour instaurer des normes facilitant la construction de toits verts. Tout nouveau petit bâtiment devra pouvoir supporter un toit vert, tout établissement grande surface devra posséder un toit vert.*
- *Que la Ville facilite la mise en place de ruelles vertes dans chacun des arrondissements qui contribuent au bon voisinage dans les quartiers;*
- *Compléter et améliorer le réseau des pistes cyclables partout à Montréal.*

QS-M fait cependant preuve de plus d'audace quand il reprend à son compte la lutte contre le pétrole bitumineux en formulant une revendication que la direction nationale du parti se refuse à mettre de l'avant malgré sa popularité dans les milieux écologiques :

« Que la ville de Montréal s'oppose au projet d'inversion de la ligne 9B d'Enbridge et crée un plan de sortie du pétrole pour Montréal d'ici 2030, promouvant la reconversion écologique des industries de l'Est de l'île... »

À juste titre, QS-M réclame une politique d'embauche pour contrer l'oppression des femmes, des handicapées, des communautés culturelles et immigrantes, des autochtones. À ces vœux pieux, il manque toutefois un échéancier avec des quotas. Les organisations pertinentes pourraient peut-être en proposer.

On pourrait « se grouiller le cul »

Cette proposition de programme d'urgence s'adresse à la fois à l'ensemble du prolétariat et de ses alliés mais aussi à plusieurs de ses composantes prises à part. Le mouvement étudiant appréciera l'abolition de P-6, les organisations populaires la hausse de la construction de logis sociaux et la gratuité des transports en commun, le mouvement syndical la politique d'embauche anti-corruption, le mouvement écologiste les mesures de verdissement de la ville et les mouvements des femmes et des autres opprimés la politique de quotas à l'embauche.

Reste à se mettre en mouvement. Qui prendra l'initiative ? Il y a près de quarante ans, un locataire participant à une grève de loyer, aujourd'hui militant du syndicat des cols bleus, transformait le refrain alors populaire mais politiquement très ambiguë de la chanson de Robert Charlebois :

*Ent ´deux blocs tu pourrais faire qu ´qu ´chose
Ent ´deux blocs tu pourrais t ´grouiller l ´cul*

Marc Bonhomme, 19 août 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca